

035 068

REÇU LE 02 FEV. 2023

ECOLO
GROUPE ECOLO - PARLEMENT BRUXELLES

Interpellation de Monsieur Ahmed Mouhssin, Député ECOLO, à M. Rudi Vervoort, membre du Collège en charge de l'Enseignement, des Crèches, de la Culture, de la Politique d'aide aux personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire

Concerne: La politique de la Cocof concernant le cofinancement de projets culturels avec des États participant à des occupations, des annexions ou des colonisations de territoire d'un autre pays.

Les demandes de subventions Cocof en Culture doivent respecter les Droits de l'Homme, indépendamment de la région ou du pays où elles sont mises en œuvre. Pour ce faire, les demandeurs de subventions Cocof en Culture doivent s'engager à respecter les normes internationales relatives aux Droits de l'Homme, notamment le droit à la liberté d'expression et d'association, le droit à la liberté de culte, le droit à la protection de la vie privée et la liberté de mouvement. De plus, les demandeurs de subventions Cocof en Culture doivent s'engager à ne pas encourager, traiter ou soutenir la discrimination fondée sur la race, le sexe, l'âge, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique, la religion ou l'appartenance politique. Les demandeurs de subventions Cocof en Culture doivent également s'engager à ne pas financer, directement ou indirectement, des activités ou des projets qui pourraient être considérés comme violant les Droits de l'Homme, y compris les violations des droits de l'enfant.

Dans le cadre des demandes de subsides, les asbl s'engagent au respect des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, de la Convention des Nations-Unies sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et de la loi du 23 mars 1995.

Le soft power est une méthode basée sur la capacité d'un pays ou d'une organisation à influencer les attitudes et les comportements des autres par l'attraction et l'utilisation des ressources culturelles, politiques et économiques. Le soft power s'appuie sur l'idée que les autres puissent être influencés par les valeurs, les idées et les pratiques d'une nation. Il peut être utilisé pour promouvoir les intérêts nationaux et encourager une plus grande coopération entre les pays. Il peut également s'exprimer sous la forme de programmes de développement économique, d'accords de libre-échange et de programmes de coopération scientifique et technologique. Les médias, en particulier, sont un outil important pour promouvoir le soft power. Ils permettent aux gouvernements de communiquer leurs politiques et leurs idées et ainsi présenter une image positive d'un pays ou d'une région à l'échelle internationale.

Des États comme la Russie ou Israël s'appuient sur ces leviers. On peut souligner que dans le cadre des médias, Russia Today (RT) est un média en ligne russe qui se présente comme le premier média d'information internationale en langue russe. Fondé en 2005, RT est financé par l'État russe et a été considéré par de nombreux analystes comme un outil de propagande pour le Kremlin.

Du côté d'Israël, c'est i24 News, la chaîne israélienne d'un milliardaire français qui remplit ce rôle, son propriétaire la qualifiait de « dôme de fer contre la presse internationale », en référence au système israélien de défense aérienne.

Les autorités israéliennes soutiennent activement les projets culturels en Europe. Des initiatives telles que des expositions, des festivals, des concerts et des pièces de théâtre sont soutenues par le ministère israélien des Affaires étrangères et par le ministère de la Culture et des Sports. Les fonds sont répartis entre les différents projets culturels par le biais d'organisations israéliennes telles que le Centre israélien pour la culture et les arts, le Bureau israélien pour la culture et les arts et le Bureau des programmes culturels. En outre, des fonds supplémentaires sont fournis par des donateurs privés et des fondations.

Pour nous, écologistes lorsque des institutions deviennent un instrument un outil participant à la colonisation et à l'annexion d'un pays voisin, les autorités belges (quel que soit le niveau de pouvoir) doivent agir. Dans le cas de la colonisation de la Palestine par Israël, nous demandons depuis de nombreuses années aux autorités belges de décourager et pénaliser toutes les initiatives (économiques, académiques ou culturelles) impliquées dans la colonisation des territoires palestiniens. Depuis plusieurs années, le co-financement du Brussels Jewish International Film Festival par la COCOF et l'ambassade d'Israël est dénoncé.

De nombreux acteurs culturels ont montré la voie à suivre. Le 6 janvier 2022, 30 artistes, acteurs et organisations se sont retirés du Festival de Sydney parce qu'il est sponsorisé à hauteur de 20 000 dollars (17 600 €) par l'ambassade d'Israël.

Le comédien Tom Ballard a déclaré : « *J'aime le Festival et j'adore raconter des blagues, mais il est plus important de défendre les droits humains et de se dresser contre un système d'apartheid.* »

En France, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la ministre de la culture Roselyne Bachelot annonça que par solidarité avec les artistes, les professionnels de la culture et les journalistes ukrainiens, durement éprouvés, elle décida de suspendre l'accueil en France de toute nouvelle manifestation associant des institutions culturelles russes officielles, ainsi que des artistes russes s'étant prononcés en faveur de la politique menée par la Russie en Ukraine.

Je souhaiterais donc vous poser les questions suivantes :

- Comment sont analysées les demandes de subsides pour des événements culturels afin de s'assurer que l'un des co-financeurs n'est pas une institution ou un gouvernement qui annexe ou colonise un autre État?
- ~~La COCOF va-t-elle soutenir le prochain Brussels Jewish International Film Festival ?~~
- Des associations ou des projets sont-ils subventionnés par la Russie et la COCOF ? Si oui laquel·les ?

Je vous remercie pour vos réponses,

Ahmed Mouhssin

Député Ecolo

